

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

N°577 – 28 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Les États de l'UEMOA prévoient de lever 4 Mds EUR sur le marché par adjudication au 2^{ème} trimestre 2025

Le 21 mars 2025, UMOA-Titres, agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics des Etats de la zone UEMOA, [a publié](#) le calendrier provisoire des émissions de titres publics sur le marché par adjudication pour le second trimestre 2025. Selon ce programme, le total des émissions prévues est de 2 600 Mds FCFA (4 Mds EUR), dont 1 577,5 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) d'obligations du Trésor et 1 022,5 Mds FCFA (1,6 Md EUR) de bons du Trésor. La Côte d'Ivoire serait le plus important émetteur avec 45,6 % du montant total prévisionnel, suivie du Mali et du Burkina Faso avec respectivement 29,1 % et 28,7 %.

Près de 600 M EUR de la BOAD en faveur de 15 opérations en Afrique de l'ouest

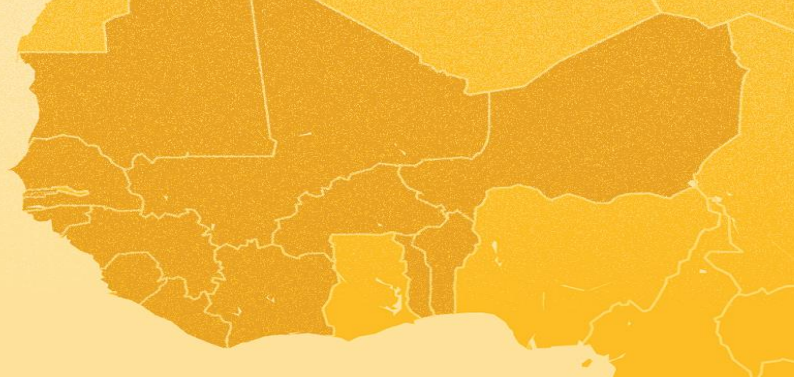
Le 26 mars 2025, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a approuvé](#) 15 nouveaux prêts pour un montant global de 391,9 Mds FCFA (597,5 M EUR). Ces prêts contribueront au financement partiel de : (i) au Bénin, l'aménagement et le dédoublement de la route Ouidah-Hillacondji, en particulier la section Ouidah-Agonkanmey, à hauteur 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) ; (ii) au Burkina Faso, du déploiement du "Système de Communication Intégré des Forces de Sécurité Intérieure" pour un montant de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) ; (iii) en Côte d'Ivoire, des campagnes cacaoyère et cotonnière 2024-2025 en faveur

Le chiffre à retenir

1,75 Md USD

Le montant de l'Eurobond récemment émis par la Côte d'Ivoire, avec une maturité de 11 ans et à un taux de 6,45%.

respectivement des sociétés Atlantic Cocoa Corporation Côte d'Ivoire et Ivoire Coton à hauteur de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) chacune, la construction et l'exploitation d'une centrale thermique par la société Songon Energies à hauteur de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR), la restructuration du projet de construction et d'exploitation de centres emplisseurs de gaz butane par la Société Internationale de Gaz à hauteur de 12,5 Mds FCFA (19,1 M EUR), ainsi que l'acquisition d'avions par la compagnie Air Côte d'Ivoire, l'extension de la plateforme de Vidéoprotection Unifiée et l'aménagement et le bitumage de la route Odienné-Dioulatiédougou pour un montant de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) chacun (des 3 derniers projets) ; (iv) au Mali, de la campagne cotonnière 2024-2025 en faveur de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles à hauteur de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) et l'extension et la modernisation du réseau de communication électronique de la société Orange Mali pour un montant de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) ; (v) au Niger, l'exploitation d'un gisement d'uranium et l'implantation d'une usine de production d'acide sulfurique par la société Comirex à hauteur de 14,4 Mds FCFA (22 M EUR), ainsi que du concours de l'Etat à la restauration de la liquidité de la Sonibank pour un montant de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) ; (vi) au Togo, des



dépenses d'urgence du secteur de l'énergie pour un montant de 40 Mds FCFA (61 M EUR), ainsi que la construction et l'exploitation de la cité ministérielle de Lomé par la Société de Construction de la Cité Ministérielle à hauteur de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR).

Bénin

Le Japon accorde une subvention additionnelle pour la construction d'un échangeur

Le Japon, via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), avait soutenu en 2021 la construction de l'échangeur de Vêdoko à hauteur de 3,5 Mds JPY (21,8 M EUR), représentant près de 80% du montant total du projet. Le 25 mars 2025, un avenant à cette convention a été [signé](#), portant le financement total de la JICA à 4 Mds FCFA (24,7 M EUR). Ce projet s'inscrit dans la volonté par les autorités béninoises de [fluidifier les axes routiers](#) entre Cotonou, capitale économique du pays, et Dassa constituant l'axe central du Bénin.

Burkina Faso

Les banques commerciales tenues de déposer 25 % des DAT des entreprises publiques à la BdT

A l'occasion d'un discours le 20 mars 2025 le président de la transition a [annoncé](#) exiger des banques commerciales qu'elles rétrocèdent à la Banque des dépôts du Trésor (BdT), d'ici la fin du mois de mars, l'équivalent de 25 % des dépôts à terme (DAT) des entreprises publiques. Il a justifié cette décision par le besoin d'augmenter les ressources de l'Etat, en évoquant notamment ses arriérés intérieurs. Pour rappel, la BdT a été [lancée](#) officiellement en août 2024 avec l'objectif affiché de souscrire aux titres publics sur la base de dépôts essentiellement de structures publiques.

Cap-Vert

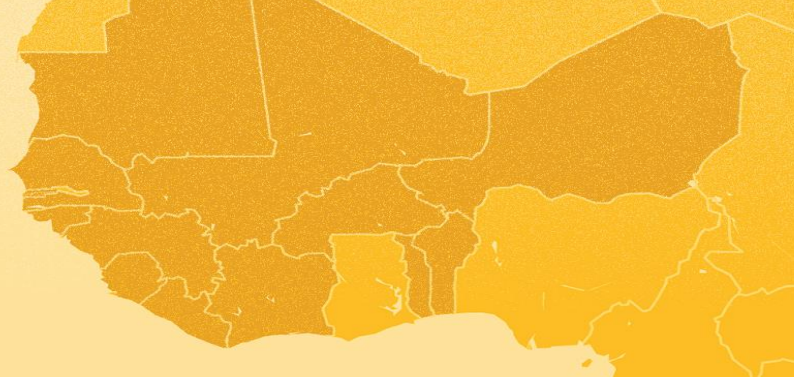
Hausse du trafic aérien de passagers au 4^{ème} trimestre 2024

D'après les données publiées le 25 mars 2025 par l'Institut national des statistiques (INE) du Cap-Vert, le pays a enregistré un total de 813 418 passagers transportés par voie aérienne au 4^{ème} trimestre de 2024. Ce chiffre représente une [augmentation](#) de 3,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2024, confirmant une tendance à la hausse du trafic aérien dans l'archipel, déjà observée tout au long de l'année. A noter que sur l'ensemble de l'année, ce sont plus de 3 M de passagers qui ont été accueillis dans les aéroports et aérodromes du pays. Ce résultat est également en cohérence avec la performance annuelle du secteur touristique, qui a battu un record en 2024 avec plus de 1,2 M de visiteurs étrangers. Dans un pays insulaire dont l'économie repose fortement sur le tourisme (25 % du PIB), le secteur aérien joue un rôle structurant.

Côte d'Ivoire

Emission avec succès d'un Eurobond de 1,75 Md USD

Le 25 mars 2025, la Côte d'Ivoire [a levé](#) 1,75 Md USD sur les marchés financiers internationaux via l'émission d'un *Eurobond* (euro-obligation) d'une maturité de 11 ans, échéant en 2036. Cette opération, libellée en dollars US, a été adossée à une couverture de change euro-dollar, visant à réduire le risque de change. Pour rappel, le pays appartient à l'UEMOA, dont la monnaie le FCFA a une parité fixe avec l'euro. Le taux d'intérêt obtenu s'élève à 6,45 %, soit 15 points de base de moins que celui de l'émission précédente de janvier 2024. Selon le ministère des Finances et du Budget, le carnet d'ordres a atteint 5,2 Mds USD et a réuni au moins 180 investisseurs institutionnels. En parallèle, la Côte d'Ivoire a procédé à un rachat partiel des



Eurobonds 2028 (300 M USD) et 2032 (400 M USD), en vue de réduire le risque lié au service de la dette et de maintenir un niveau de risque d'endettement modéré.

114 MEUR de la Deutsche Bank pour l'accès à l'eau potable

Le 20 mars 2025, la Deutsche Bank, banque privée allemande, [a annoncé](#) l'octroi d'une facilité de crédit à l'exportation au profit de la Côte d'Ivoire d'un montant de 144 M EUR. Ce financement bénéficiant d'une garantie d'assurance-crédit **octroyée** par l'agence néerlandaise de crédit à l'exportation *Atradius Dutch State Business N.V*, vise à appuyer le programme "Eau pour Tous", lancé en 2017 qui prévoit l'accès à l'eau potable de 97 % de la population ivoirienne à horizon 2025 (contre 81,2 % en 2021, selon l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages). En particulier, cet appui vise à financer des infrastructures d'eau qui seront développées par le groupe israélien Mitrelli.

Partenariat entre l'AEICORP et GES-Petrogaz-CI pour le financement des sociétés pétrolières ivoiriennes

Le 25 mars 2025, le Groupement des entreprises de services pétroliers et gaziers de Côte d'Ivoire (GES-Petrogaz-CI) [a signé](#) un protocole d'accord avec la Société africaine d'investissement en énergie (AEICORP), institution financière de développement de l'Organisation des Producteurs africains de pétrole (APPO). Ce protocole d'accord vise à faciliter l'accès des sociétés membres de GES-PETROGAZ-CI aux financements de l'AEICORP et à leur faire [bénéficier de son soutien](#) en structuration de projets et en levées de capitaux. [Créée](#) en janvier 2019 avec un capital social initial de 1 Md USD, l'AEICORP conseille et finance des projets dans le secteur de l'énergie en Afrique *via* de la dette ou des investissements en capitaux propres.

Libéria

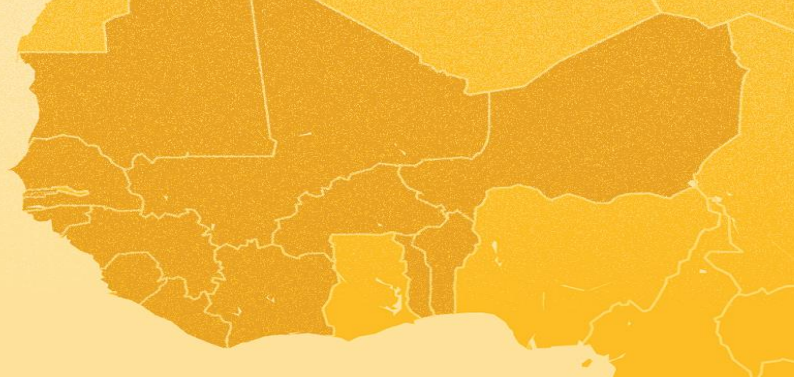
Partenariats avec le FIDA : supervision du projet STAR-P et élaboration du cadre de coopération 2026-2030

Du 14 au 18 mars 2025, le ministère de l'Agriculture, en collaboration avec la Banque mondiale et le FIDA, [a conclu](#) une mission conjointe de supervision du Projet [STAR-P](#) (Transformation de l'agriculture paysanne et revitalisation de l'agro-industrie). Cette mission visait à évaluer l'avancement du projet, améliorer son exécution et relever les défis rencontrés par les petits exploitants agricoles. Des visites dans six zones concernées (Montserrado, Bomi, Grand Cape Mount, Margibi, Bong et Nimba) ont permis de recueillir les témoignages des bénéficiaires, qui ont signalé une amélioration de la productivité, de l'accès au marché et du développement agro-industriel. Parallèlement, le 18 mars, le gouvernement et le FIDA [ont tenu](#) un atelier de consultation pour préparer le Programme d'opportunités stratégiques du pays (COSOP) 2026-2030, qui guidera les investissements agricoles du FIDA ainsi que le développement des chaînes de valeur pour les cinq prochaines années. Ce nouveau cadre s'appuiera sur les acquis du COSOP 2020-2025 et du Plan national de développement agricole 2024-2030 (NADP).

Mali

Baisse du prix de distribution des carburants

Le 26 mars, les prix à la pompe du super et du gasoil ont chacun été abaissés de 25 FCFA et se situent respectivement à 775 FCFA (1,18 EUR) et 725 FCFA (1,1 EUR) le litre. Cette mesure s'inscrit dans une série d'actions visant à atténuer l'impact de l'inflation. Elle fait suite à une autre réduction de 50 FCFA (0,08 EUR) en octobre 2024.



Mauritanie

Signature d'un accord de prêt avec l'AFD pour un projet d'électrification

Le 25 mars 2025, le ministère de l'Economie et des Finances et l'Agence française de développement (AFD) ont [signé](#) un accord de prêt de 64 M EUR, pour le financement d'un projet de ligne à haute-tension entre El-Ghaira et Kiffa, ainsi qu'une centrale électrique à Kiffa d'une capacité de 50 MW. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'interconnexion électrique avec les pays d'Afrique de l'Ouest, via le Mali voisin (WAPP). La construction de cette ligne à haute-tension devrait permettre le raccordement à environ 100 000 nouveaux abonnés, alors que le taux de couverture nationale en électricité est estimé à 57%, et ne dépasse pas les 10% en zone rurale.

Niger

L'inflation atteint 3,6% en g.a en février 2025

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 3,6 % en glissement annuel (g.a) en février 2025, en ralentissement après 4,2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement dû à l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+11,3 % en g.a) ; toutefois atténuée par la baisse des prix de plusieurs autres biens et services, dont principalement ceux des restaurants et services d'hébergement (-16,2 % en g.a) et de l'information et communication (-7,1 % en g.a).

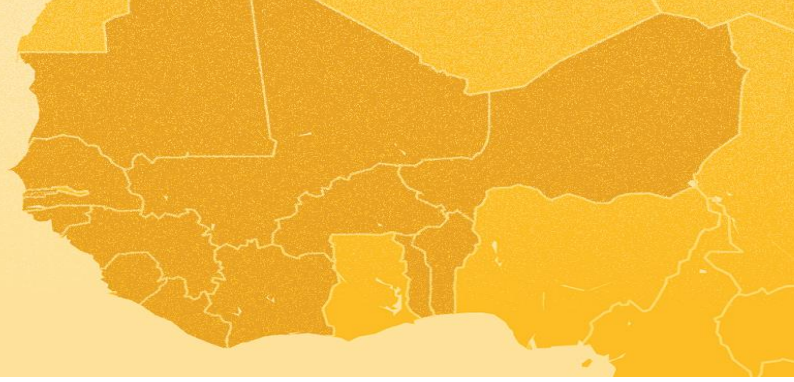
Sénégal

Les services du FMI achèvent leur mission d'examen des conclusions de l'audit de la Cour des comptes

Une mission des services du FMI [s'est rendue](#) à Dakar du 18 au 26 mars 2025 pour faire un état des lieux de la situation des finances publiques suite à la publication du rapport de la Cour des comptes sur l'audit des finances publiques sur la période 2019-2023. Selon les services du FMI, les résultats de l'audit de la Cour des comptes (+5,6 points de pourcentage sur le déficit budgétaire, dette en 2023 à 99,7% du PIB vs 74,4%) mettent en évidence de graves défaillances dans le contrôle budgétaire et la reddition des comptes. A l'issue de la mission, le Fonds a salué l'engagement des autorités sénégalaises pour la transparence, tout en les encourageant à mettre en place des réformes "audacieuses et crédibles" pour un retour rapide aux normes communautaires de déficit et de dette publics. En termes de prévisions, le Fonds maintient sa projection de croissance pour 2024 à 6%, soutenue par le secteur des hydrocarbures. L'inflation pour 2024 est estimée à 0,8% tandis que le déficit et la dette publics s'établiraient à 11,7% du PIB et 105,7% du PIB respectivement.

Quickpay obtient de l'agrément d'établissement de monnaie électronique

Le 6 février 2025, la fintech sénégalaise Quickpay SA, filiale du groupe EDK, a [obtenu](#) l'agrément d'établissement de monnaie électronique (EME) délivré par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette autorisation permet à Quickpay de proposer des services financiers mobiles au Sénégal et dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), sans recourir à des partenariats bancaires. L'arrivée de Quickpay sur ce marché intensifie la concurrence, notamment avec des acteurs



comme Wave qui avait déjà obtenu son agrément précédemment. Selon le rapport annuel de la Commission bancaire de l'UMOA, le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts au Sénégal s'est élevé à 29,2 M en 2022, soit plus du double enregistré en 2021 (11 M).

457 M EUR auraient été injectés dans le secteur agricole en un an

Le gouvernement sénégalais aurait [investi](#) près de 300 Mds FCFA (environ 457,3 MEUR) dans le secteur agricole entre 2024 et 2025, selon le Secrétaire d'État aux Coopératives et à l'Encadrement paysan. Ce montant comprend le règlement de 91 Mds FCFA (138,7 MEUR) de dettes envers les opérateurs privés stockeurs en 2024 et une injection de 120 Mds FCFA (183 MEUR) pour les campagnes agricoles en 2025. Des réformes ont également été entreprises pour assurer plus de transparence dans la distribution et la gestion des semences et des engrais, notamment par le biais d'appels d'offres transparents. Ces mesures visent à moderniser et dynamiser l'agriculture sénégalaise, en renforçant la production locale et en garantissant une répartition équitable des ressources. Le gouvernement prévoit la mise en place de nouvelles zones d'aménagement agricole, une meilleure valorisation des bassins de production, ainsi qu'un renforcement de l'accès aux intrants et à la formation technique pour les producteurs. Malgré ces efforts, le secteur reste confronté à plusieurs défis structurels, notamment la faible mécanisation, l'accès limité au financement, le changement climatique et la volatilité des prix.

Togo

Inflation à 2,1 % en g.a en février 2025

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 2,1 % en glissement annuel (g.a) en février 2025, après 2,2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est principalement dû à l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,8 % en g.a), en particulier les huiles végétales (+30 % en g.a) et les tubercules, plantains et bananes à cuire (+16,6 % en g.a), ainsi que de la catégorie "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles autres combustibles" (+3,7 % en g.a). L'inflation a toutefois été atténuée par la baisse des prix de plusieurs autres biens et services, dont principalement ceux des loisirs et culture (-4,6 % en g.a) et des transports (-1,7 % en g.a).



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Indicateurs de développement	Chiffres clés
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)